

Budget

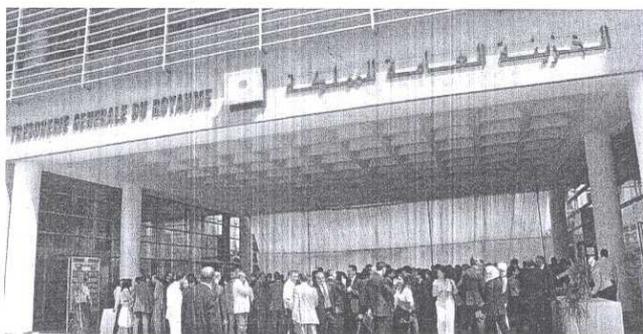
Un trou de 52 MMDH à fin 2013

● La Trésorerie générale du royaume vient de livrer ses statistiques sur les finances publiques à fin décembre 2013. Résultat, le déficit du trésor culmine à 52,5 MMDH avec, en prime, des recettes en baisse et des dépenses qui ne diminuent pas en dépit de la réduction de l'enveloppe de l'investissement.

La Trésorerie générale du royaume (TGR) vient de livrer ses statistiques des finances publiques à fin décembre 2013. Ces données confirment la mauvaise passe que traversent les finances publiques du royaume. Ainsi, le déficit du Trésor a atteint 52,5 MMDH à fin décembre, contre un déficit de 56,5 MMDH en comparaison avec la même période de 2012. Une petite baisse du trou budgétaire du Trésor dû en grande partie au solde positif de 10,8 MMDH (contre 8,8 MMDH une année auparavant) dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST). Ce solde provient en partie des dons concédés au royaume, notamment ceux des pays du Golfe. Par ailleurs, la TGR dresse les mêmes évolutions enregistrées depuis le début de l'année : baisse des recettes, hausses des dépenses, réduction des budgets d'investissement....

Le gouffre se creuse

En effet, la Trésorerie pointe une baisse des recettes ordinaires de 1,1%. Mais tous les chapitres ne sont pas logés à la même enseigne. Ainsi, les recettes douanières sont en baisse de 2,6%, ce qui est dû en grande partie au recul des droits de douane de 14,7%. Pour le reste, la TVA à l'im-



● Les données publiées récemment par la TGR confirment la mauvaise passe que traversent les finances publiques du royaume.

portation a enregistré une petite baisse de 1% et la taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+1,6%). Sur un autre chapitre, celui de la fiscalité domestique, la diminution des recettes a été de 1,2%. Ce résultat est la somme d'une baisse de l'impôt sur les sociétés (IS) de 5,6%, d'un léger recul de l'impôt sur le revenu (IR) de 0,5%, alors que la TVA à l'intérieur et les droits d'enregistrement et timbre ont enregistré une hausse de 3% chacun. La diminution des impôts directs de 2,9% s'explique notamment par la diminution des recettes de l'IS de 2,4 MMDH (soit -5,6%), qui résulte notamment de la baisse des versements effectués par certains gros contribuables notamment l'OCP (-

3,7 MMDH), certaines sociétés du secteur financier, certaines cimenteries, ... et par la baisse des recettes de l'IR de 180 MDH (soit -0,5%). L'augmentation des droits d'enregistrement et de timbre s'explique notamment par le réaménagement du barème de la taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles à partir du 1er janvier 2013, par la réalisation d'une recette de 220 MDH au titre des droits d'enregistrement sur les opérations de cession d'actions de certaines sociétés non cotées en Bourse ainsi que, par le fait que le relèvement du taux réduit de 3 à 4%, des droits d'enregistrement pour l'acquisition de locaux construits et de terrains à lotir ou à construire et le réaménagement

du droit de timbre sur la première immatriculation des véhicules automobiles n'ont été appliqués en 2012 qu'à partir du mois de mai. Par ailleurs, les recettes non fiscales sont en hausse de 4,2% à fin décembre 2013. Cette amélioration provient notamment de la hausse de 96,5% des fonds de concours (4,4 MMDH contre 2,2 MMDH) et de 14,9% des recettes de monopole (13,2 MMDH contre 11,5 MMDH), qui ont compensé la moins-value découlant des recettes de privatisation (3,3 MMDH en 2012 alors qu'aucune opération n'a été réalisée en 2013). La hausse des recettes de monopole provient notamment des versements d'OCP (5 MMDH contre 4,1 MMDH) et de l'Agence nationale de la conservation foncière (2,7 MMDH contre 2 MMDH).

De l'autre côté du bilan, celui des dépenses, la TGR enregistre un taux d'engagement global des dépenses de 86% et un taux d'émission sur engagements de 90% à fin décembre 2013, soit les mêmes taux qu'en 2012. Les dépenses ordinaires émises sont ainsi en hausse de 0,2%, résultant de l'augmentation des dépenses de personnel de 2%, des dépenses des autres biens et services de 5,1% et des charges en intérêts de la dette de 14%, conjuguées à la diminution de 11,6% des émissions au titre de la compensation. Les dépenses d'investissement émises, elles, sont en baisse de 9,6%, passant de 50,2 MMDH à fin décembre 2012 à 45,3 MMDH à fin décembre 2013. ●

PAR **TARIK HARI**
t.hari@leseco.ma

● ● ●
Les dépenses d'investissement émises sont en baisse de 9,6%, passant de 50,2 MMDH à fin décembre 2012 à 45,3 MMDH une année après.